

# L'arrivée de la gauche au pouvoir en Colombie : la fin d'un tabou

dimanche 26 juin 2022, par [NEVACHE Claire](#) (Date de rédaction antérieure : 19 juin 2022).

**Dimanche 19 juin était un jour d'élections. Si en France, le second tour des législatives a causé une secousse dans le paysage politique, en Colombie l'élection du nouveau président Gustavo Petro constitue un véritable tremblement de terre, annoncé toutefois par la [progression de la gauche depuis une vingtaine d'années](#).**

Sommaire

- [Une gauche longtemps déconsidéré](#)
- [Les raisons de la victoire](#)
- [Un ancien guérillero au \(...\)](#)

Alors que la menace de violences politiques avait pesé sur toute la campagne ([cinq candidats à la présidence ont été assassinés depuis 1948 en Colombie](#)), Gustavo Petro, le candidat du parti Colombia Humana, candidat pour la troisième fois et qui avait été battu au second tour en 2018, a finalement été élu, accompagné de sa vice-présidente, la très populaire Francia Márquez, militante des droits humains et de l'environnement, féministe et surtout la première vice-présidente afrodescendante de ce pays.

## Une gauche longtemps déconsidérée

L'Amérique latine a connu de [nombreux présidents de gauche aujourd'hui et par le passé](#), mais la Colombie constituait jusqu'au 19 juin dernier un véritable bastion de la droite continentale, la gauche n'ayant jamais gouverné le pays.

Plusieurs éléments avaient contribué à la marginalisation et à la diabolisation de la gauche dans le pays. D'une part, le conflit armé qui se prolonge depuis bientôt soixante ans, et dont le [nombre de victimes civiles, de disparus et de déplacés ne cesse d'augmenter](#), avait contribué à associer la gauche aux mouvements insurgés, au premier rang desquels les [Forces armées révolutionnaires de Colombie \(FARC\)](#). Malgré les [nombreuses exactions commises par l'armée officielle](#), la rhétorique officielle a toujours fait peser sur les guérillas marxistes la responsabilité entière du conflit. Après la [courte victoire du non au référendum sur les accords de paix en octobre 2016](#), de nouveaux accords remaniés ont été ratifiés fin 2016 par le Congrès. La [situation n'est toutefois pas totalement stabilisée](#) : l'ancienne guérilla des FARC, mais aussi des observateurs internationaux dénoncent régulièrement les manquements aux accords de la part du gouvernement, tandis qu'un certain nombre de groupes armés continuent à opérer dans la clandestinité.

D'autre part, les [États-Unis ont longtemps accordé une attention particulière à la Colombie](#). Dans le cadre de la guerre froide, Washington a massivement soutenu Bogota dans sa répression des groupes insurrectionnels et plus tard dans la [« Guerre contre la Drogue »](#). En retour, la Colombie s'est positionnée comme un allié solide des États-Unis à l'international (notamment dans ses votes à

l'ONU et en devenant [partenaire de l'OTAN](#)) et dans la région, en particulier en ce qui concerne l'isolement du Venezuela.

[L'évolution du Venezuela](#), dirigé de 1999 à 2013 par Hugo Chavez et depuis 2013 par son successeur Nicolas Maduro, est l'élément le plus récent ayant contribué à faire de la gauche un véritable repoussoir dans la région. Pour la Colombie, qui partage avec le voisin bolivarien une frontière de plus de 2 000 km de long, traversée par d'innombrables trafics mais surtout par des flux migratoires sans précédent (la Colombie [accueille](#) deux des cinq millions de Vénézuéliens exilés), cette relation s'est traduite par des crises diplomatiques successives, jusqu'à la [rupture des relations diplomatiques et la fermeture de la frontière en 2019](#).

## Les raisons de la victoire

Dans ce contexte, comment expliquer cette victoire de la gauche ? D'une part, le contexte socioéconomique du pays est très marqué par une [recrudescence des inégalités](#) (la Colombie est aujourd'hui le pays le plus inégal du continent, lui-même le plus inégal du monde) et de la pauvreté.

Ainsi, la pandémie a [entraîné un recul d'une décennie](#) en termes de lutte contre la pauvreté, avec 3,6 millions de nouveaux pauvres. Dans certains départements comme la Guajira ou le Chocó, c'est environ 65 % de la population qui vit sous le seuil de pauvreté. Ces régions ont massivement voté pour Petro, dont la promesse de mettre en place des politiques sociales universelles et, surtout, de gouverner pour tout le pays, et pas uniquement depuis et pour les grands centres urbains du centre de la Colombie, a séduit en priorité les zones côtières et périphériques.

Le mandat d'Iván Duque, président sortant élu en 2018, avait également été émaillé de [manifestations massives](#), liées au mécontentement de la population quant aux politiques économiques, sociales et environnementales et au manque de volonté politique d'appliquer les accords de paix. Ces manifestations avaient été brutalement réprimées, [l'ONU parlant d'au moins 28 morts pour le seul mois de décembre 2021](#). L'usage de la force de la part du gouvernement, la quasi-disparition de la guérilla avec les accords de paix, qui prive le camp de la droite de son épouvantail, l'incapacité de mettre fin aux assassinats de leaders sociaux et de militants environnementaux sont autant d'éléments qui ont fini de miner la crédibilité de la droite colombienne.

Les accords de paix et la sortie progressive du conflit armé ont obligé les candidats à se positionner sur d'autres thèmes, économiques, sociaux en environnementaux, sur lesquels Petro et Márquez jouissaient d'un avantage face à la droite. Lors de son discours de victoire électorale, ses sympathisants scandaient ainsi « ¡No más guerra ! » (plus de guerre !), confirmant également que le camp de la droite, historiquement opposé aux accords de paix et traînant des pieds pour mettre en œuvre les [mesures de réparation](#), n'a pu offrir aux Colombiens une transition convaincante vers la paix.

Gustavo Petro a donc été élu avec une participation historique, dans les provinces les plus touchées par la pauvreté et les plus périphériques, mais aussi massivement à Bogotá. La carte du vote en faveur de Petro rejoint ainsi presque parfaitement le vote du oui au référendum sur les accords de paix d'octobre 2016.

L'influence des Églises évangéliques sur la politique colombienne avait été largement [commentée](#) au moment de ce référendum sur les accords de paix. Certaines méga-Églises (ces dénominations évangéliques dont l'assistance compte des milliers de fidèles) avaient en effet fait campagne en faveur du non, notamment en raison des [positions réelles ou supposées contenues dans le texte des accords sur la question du genre](#).

Cependant, le plus ancien parti évangélique du continent, le Mouvement indépendant de rénovation absolue ([MIRA](#)), avait fait campagne pour le oui. Ainsi, le [caractère décisif de leur influence est loin d'être établi](#). Les fidèles évangéliques ne suivent pas nécessairement en masse les instructions de leur pasteur sur les questions électorales, et celles-ci ne sont d'ailleurs pas forcément les mêmes d'une Église à une autre. Ainsi, les deux partis évangéliques étaient au premier tour divisés entre une candidature propre, obtenant à peine 1,29 % des votes (alors que le secteur représente environ 18 % de la population).

## **Un ancien guérillero au pouvoir... comme dans plusieurs autres pays du continent**

Les adversaires de Petro ont bien tenté de le délégitimer pendant toute la campagne en insistant sur son [passé de guérillero](#), pourtant relativement limité et abandonné il y a plus de trente ans.

En se détournant de la voie des armes pour se lancer dans le combat politique électoral, Petro a rejoint un certain nombre d'autres personnalités majeures du continent, socialisés politiquement à une époque où la gauche n'existait que dans la clandestinité et qui, avec les transitions démocratiques, ont elles-mêmes opéré une [transition vers la politique électorale et institutionnelle](#). Avant d'accéder à la présidence, il avait élu député à trois reprises, maire de Bogotá à deux reprises et sénateur à deux reprises ; en étant élu à la tête de l'État, il intègre un group où l'on retrouve déjà des figures comme Pepe Mujica en Uruguay (2010-2015), Dilma Rousseff au Brésil (2011-2016), ou encore Salvador Sánchez Cerén au Salvador (2014-2019), tous venus de la gauche clandestine et armée avant de finir par diriger démocratiquement leur pays.

Les défis qui l'attendent sont majeurs : la lutte contre la pauvreté et les inégalités requièrent la mise en place de programmes sociaux ambitieux, et donc d'une importante réforme fiscale (la [fiscalité rapportée au PIB est de presque 15 points inférieure à la moyenne de l'OCDE](#)). La poursuite du processus de paix et l'amélioration de la protection des droits humains se heurteront à une opposition et des intérêts réticents ; mêmes problématiques en ce qui concerne tout comme la question persistante du [trafic de drogue](#), le rétablissement des relations diplomatiques avec le voisin vénézuélien ou encore l'adaptation au changement climatique, aspect fondamental pour un [pays qui y est particulièrement vulnérable](#).

Gustavo Petro devra composer avec une [dette qui a fortement augmenté](#) depuis la pandémie, un peso largement dévalué et la nécessité d'une réforme fiscale toujours délicate. En plus de ces difficultés économiques et budgétaires, Petro devra tenter d'appliquer son programme alors qu'il ne dispose pas de majorité claire au Congrès. Il faudra donc probablement modérer les réformes pour convaincre l'opposition - fragmentée et dénuée de leadership - de les voter. Les prochaines années constitueront probablement un jeu d'équilibriste difficile, entre des négociations obligées avec l'opposition et l'impératif de ne pas décevoir l'espoir de changement. < !—>  
<http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

[Claire Nevache](#), Doctorante en sciences politiques, [Université Libre de Bruxelles \(ULB\)](#)

---

**P.-S.**

• The Conversation. Publié : 23 juin 2022, 22:21 CEST.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

- [Claire Nevache](#), *Université Libre de Bruxelles (ULB)*
- The Conversation est un média indépendant, sous un statut associatif. Avec exigence, nos journalistes vont à la rencontre d'expert•es et d'universitaires pour replacer l'intelligence au cœur du débat. Si vous le pouvez, pour nous soutenir [faites un don](#).